

Nos droits et libertés sont en danger !

Retrait de la loi « Sécurité globale » !

Fin 2020, nous avons été plusieurs centaines à manifester à Perpignan et plusieurs centaines de milliers au niveau national - malgré l'état d'urgence sanitaire, le confinement et un déploiement policier dissuasif – pour exiger le retrait total du projet de loi liberticide dit « Sécurité globale ».

Malgré ces mobilisations de grande ampleur et le rejet massif de sa loi antidémocratique, le gouvernement, à nouveau, reste sourd à la volonté populaire qui s'est exprimée en défense des libertés et droits des citoyens et citoyennes à informer, revendiquer, s'exprimer...

Au contraire, il manœuvre, évoquant une simple « réécriture » du très contesté article 24 (considéré y compris par l'ONU et le commissariat aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe comme portant « atteinte à la liberté d'expression, laquelle inclut la liberté d'informer »). Il est même envisagé de retirer de la loi cet article pour le transposer dans la « loi confortant les principes républicains » (anciennement nommée « contre le séparatisme ») !

Pire, le gouvernement poursuit sa fuite en avant liberticide en présentant un projet de loi « instituant un régime pérenne de gestion des urgences sanitaires » – l'exception devenant la règle ; en imposant de nouveaux couvre-feux ; en menaçant de nouveaux confinements répressifs ; en renforçant les dispositifs de surveillance généralisée de la population (drones, caméras piétons...) ; en mettant en place un nouveau Schéma national du maintien de l'ordre (SNMO), répressif, qui vise notamment à sélectionner et contrôler les journalistes, et à restreindre la liberté d'informer ; en prenant des décrets autorisant la police à fichier sur la base d'opinions politiques, philosophiques, religieuses, d'appartenance syndicale ou de données de santé...

Nous sommes toutes et tous concernés !
Un régime autoritaire est en marche dans ce pays.
Ne laissons pas s'installer un Etat policier !

Tant que ces textes liberticides ne seront pas abandonnés, nous défendrons sans relâche nos libertés !

La coordination 66 #StopLoiSécuritéGlobale, qui fédère de nombreux syndicats, partis, collectifs et associations des Pyrénées-Orientales, vous appelle à manifester :



Samedi 16 janvier - 14h
Rendez-vous au pied du Castillet
Perpignan